

# DES TRANSPORTS GRATUITS POUR TOUS

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

LUNDI

26

JANVIER

1976

N° 93

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## SOMMAIRE

- p. 3 : l'affaire Papinsky
- p. 4 : luttes ouvrières
- p. 5 : Nord-Sud : le Tiers Monde prêt à lutter pour son unité
- p. 6 : la vie du journal
- p. 7 : notre feuilleton : «Etoile Rouge sur la Chine» d'Edgar Snow
- p. 8 : Manille : nouvelle concertation du Tiers Monde, Kissinger de retour de Moscou...

## CONFÉRENCE DES PARTIS SOCIALISTES D'EUROPE DU SUD

# «LES ALLIANCES» EN QUESTION

Mitterrand a invité ce week-end à Paris ses compères de l'Europe du sud. Huit jours après la conférence d'Elseigneur où Schmidt lui a reproché son alliance avec le PCF, il avait besoin de

renforcer sa position en s'appuyant sur ceux qui sont mieux placés pour le comprendre. Mais ceux-là aussi il devait les convaincre.

Alors que jusqu'à maintenant, les PS por-

ne peut se laisser aller à un atlantisme aussi déclaré que celui de Schmidt par exemple : il s'appuie aussi sur ce qu'il reste de la période gaulliste. «En Europe du Sud il est devenu possible de prendre ses distances vis-à-vis de l'impérialisme américain sans être obligé à un renversement d'alliances». Il tente ainsi de rassurer à la fois les révisionnistes et l'impérialisme US (et ses alliés).

Mitterrand devait aussi tenir une réunion qui essaye de prendre un soupçon de distance par rapport aux sociaux-démocrates de l'Europe du Nord qui se montrent des gérants trop loyaux du capitalisme. Il fallait présenter une «réponse socialiste» à la crise. C'est ce que devait faire le PS belge. «Dès qu'elle s'arrête (la croissance) resurgissent les exigences d'une plus grande justice dans la répartition des richesses disponibles et des sacrifices à consentir». Suivent d'autres considérations auxquelles Stoléru le conseiller économique de Giscard, aujourd'hui secrétaire d'Etat, n'aurait rien à redire. On y apprend enfin que ce sont les chômeurs qui constituent «la menace la plus directe pour la démocratie».

Sur cette issue à donner à la crise la conférence de Paris devait donc rappeler que le PS a un projet différent de celui du PCF et qu'en fin de compte l'alliance avec les révisionnistes ne constitue qu'une tactique, un tremplin pour accéder au pouvoir.

Fabien VAUDOIS



tugais et italien ont tourné le dos à l'alliance avec les révisionnistes, le PS français soulignait hier que «cette alliance est nécessaire en Europe du Sud», et c'est le parti espagnol qui ajoutait crûment : «Pourquoi? Pourrait-on penser que le parti socialiste soit en mesure de conquérir le pouvoir par lui-même? Est-ce que le parti communiste d'un de ces pays pourrait le faire?»

Mitterrand veut faire comprendre qu'il y a nécessité de compter avec les partis révisionnistes dans les pays où ils sont une force, pour parvenir au pouvoir.

Mais à une époque où la construction de l'Europe est l'objet de débats et de pressions (rapprochement avec les USA?, avec l'Union soviétique? Europe indépendante?) le parti de Mitterrand doit se justifier. L'impérialisme US ne cache pas ses craintes de voir l'influence soviétique se développer en Europe si des coalitions PS-PC parvenaient au pouvoir. Tenant compte de son alliance avec le PCF, le PS

# quatre ouvriers envoyés à la mort



RUE DE BERRI A PARIS  
C'est du haut de cet échafaudage de 25 m. que sont tombés quatre ouvriers. Il n'y avait pas de frein sur la nacelle...

voir page 3

# IRAN NEUF ASSASSINATS QUE LE PEUPLE VENGERA

voir page 8

## IMRO

voir page 5

# «nous refusons d'être chômeurs»



# VIE QUOTIDIENNE

# TRANSPORTS GRATUITS POUR TOUS

Stéphane RAYNAL

Pour les travailleurs, les transports sont de plus en plus pesants : de plus en plus chers, et de plus en plus fatiguants. Prenons l'exemple de la région parisienne. L'éloignement des familles populaires hors de la capitale contraint 860 000 banlieusards à venir travailler à Paris. La moyenne du temps de transport est aujourd'hui d'une heure trente ! En dix ans, le nombre de déplacements quotidiens a presque doublé, et la longueur moyenne du parcours s'accroît sensiblement (environ 18 kms). C'est dire que la part des frais de transports dans les budgets populaires est de plus en plus lourde. Un couple de travailleurs habitant La Courneuve, et venant chaque jour à Paris, dépense avec la

carte orange, 120F par mois ! Simplement pour se rendre au travail. Les patrons, qui sont responsables de cette politique anti-populaire en matière d'urbanisation et de transports, doivent payer ces frais !

Les primes de transport arrachées par la lutte nous laissent encore loin du compte. **Nous exigeons les transports gratuits, payés par les patrons !**

Mais nous exigeons aussi que le temps de transport soit considéré comme temps de travail, et payé comme tel.

Car l'allongement constant du temps passé dans le bus et le métro, dans des conditions souvent monstrueuses, n'est rien d'autre qu'un supplément de fatigue, un allon-

gement de fait de la journée de travail. C'est une situation qu'on retrouve partout. Dans les mines, mais aussi à Berliet, où les bus font le ramassage sur un rayon de plus de 100 km (jusqu'en Savoie), autour de Peugeot - Sochaux...)

Dans certaines professions (SNCF...) de premiers acquis existent : 50 % du temps de transport est payé comme temps de travail... Mais le pas reste à franchir complètement ! Il y a loin de la prime de 30 F octroyée dans les banques de la région parisienne à cette reconnaissance à arracher : à la bourgeoisie qui chasse l'ouvrier du cœur des villes et inflige un allongement de parfois 4 heures pleines à la journée de travail, de les payer !



## "IL FAUT ARRETER LE GACHIS!"

interview d'agents de la R.A.T.P.

Porte de la Villette, en tête de ligne, un groupe d'employés de la RATP discutent avant leur prise de poste à la station. Des receveuses, un chef de station déjà âgé, mais aussi des employés du «contrôle volant»... Dès l'abord, leur préoccupation est unanime : «beaucoup de choses ont changé depuis 4 ou 5 ans, du fait de la chute vertigineuse des effectifs organisée par la Régie pour sa rentabilisation», «c'est la gabegie»...

de saisonniers maintenant...» «Le résultat ? Pour nous, c'est le problème des congés et repos. Mais pour les voyageurs, le changement, c'est la prévention des accidents qui n'est vraiment plus assurée. Actuellement, à quai, on trouve encore quelques agents de la Régie (à Stalingrad, Censier...), mais en juillet, ce sera terminé...», témoigne une employée.

veuses, agents des stations ou du contrôle, pensent trouver l'unité avec les travailleurs usagers du métro et des bus. «A La Rochelle, à Sète, il paraît que ça existe : personne ne s'en porte plus mal». On discute de la lutte des chômeurs de Toulouse pour la gratuité, de la possibilité de campagnes des Comités de Chômeurs, des Comités de Lutte Contre le Chômage, sur Paris aussi...

La RATP prétend qu'en cas d'accident, on peut se servir des boîtes d'alarme qui sont sur les quais ; mais «en fait, elles sont reliées aux caisses des stations où l'agent, tout seul, ne pourra rien faire d'autre que téléphoner». C'est ce dont témoigne la guichetière...

«Pourquoi pour certaines catégories seulement (chômeurs, retraités...) ? Ce qu'il faudrait, c'est que les ouvriers aient la carte orange payée par leur patron aussi ; ça c'est aux dirigeants de l'administration et des usines, au pouvoir de se débrouiller».

**VERS DES TRANSPORTS GRATUITS, TRANSPORTS PAYÉS PAR LES PATRONS...**

C'est dans la gratuité des transports en commun que ces employés de la RATP rencontrés, rece-

En concluant, une receveuse s'indigne que «toujours l'ouvrier se fait épingler aujourd'hui dans les transports : s'il a une voiture, il écope d'un P.V. s'il n'a pas trouvé de parking ; pour ensuite se faire coincer dans le métro si, faute de place, il a grimpé en 1<sup>ère</sup> classe : il faut arrêter le gâchis !»

**POUR DES TRANSPORTS AU SERVICE DU PEUPLE !**

L'idée que la classe ouvrière devrait dicter ses besoins en matière de transports, qu'un «transport public au service du peuple» serait possible «au prix de la mise en place d'une autre société», voilà qui fait son chemin, aujourd'hui, chez les employés de la RATP : la grève de novembre dernier, au contraire de celle de ce mois-ci (impulsée par les Autonomes, rappelons-le, même si la CGT s'y est ensuite ralliée...), avait montré une volonté d'unité populaire, de rencontre sur le terrain de l'augmentation des effectifs, de la sécurité (par l'amélioration des conditions de travail, les 104 repos, etc...), avec la classe ouvrière qui s'entasse, chaque matin, de bus en métro... Il reste à la concrétiser dans les luttes communes !

## personne n'y a pensé..

extraits de «Handicapés Méchants»

JOURNAL DU COMITÉ DE LUTTE DES HANDICAPÉS

L'ensemble du métro est équipé de ces fameux péages magnétiques : vous introduisez un ticket qui doit être magnétisé en principe et une seconde après l'ordinateur central de la RATP daigne vous laisser le passage si vous êtes en règle. Mais ce n'est pas fini, ou plutôt les difficultés commencent ; essayez de passer avec une valise : impossible ; soulevez la valise ou le colis : 1,20 m d'obstacle. Et puis quelqu'un avec un fauteuil, même des béquilles ; personne n'y a pensé, ou peut-être quelques-uns mais vite rembarés au nom de la rentabilité.

trottoirs, le franchissement de la voirie, l'accès aux transports, tout concourt à davantage parquer les handicapés dans leur chambre, leur foyer, leur atelier.

Bien sûr, on ne se fait pas d'illusions sur l'aménagement d'un système de transport idéal et non ségrégatif dans la société capitaliste. Mais nous refusons déjà l'idée de ces minibus privés, très développés, comme en Suède, où l'handicapé se retrouve avec d'autres handicapés.

En effet les bus et le métro peuvent être équipés



Pour ne pas gêner la rentabilité maximum (penser à un handicapé avec son fauteuil aux heures de pointe dans le métro)...

par des moyens simples pour permettre la libre accessibilité à toute personne quel que soit son handicap.

Le livre Noir des transports parisiens, brochure publiée par la fédération des Comités d'Usagers des Transports en Commun de la Région Parisienne ne parle à aucun moment de l'accessibilité aux transports en commun pour tous et en particulier les handicapés...

Nous avons un ordre d'idée du coût de l'opération. La RATP possède 3600 autobus. Si on évalue largement à 20 000 F, la transformation par autobus, cela fait une dépense de 72 000 000 F : cette somme correspond, si l'on veut un ordre de grandeur, à la construction en prolongement d'un kilomètre de métro.

### C'EST LA RÉGIE QUI EST RESPONSABLE...

Lorsqu'on discute de la fraude dans le métro et le bus avec les employés, la discussion s'anime :

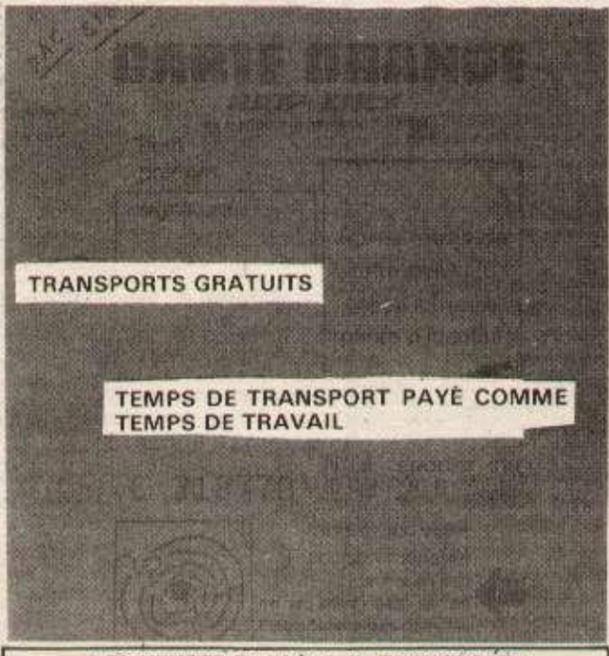
Mal à l'aise, un contrôleur s'explique : «C'est la restructuration des postes qui m'a amené là ; je ne l'aurais pas demandé de moi-même. Mais, à deux ans de la retraite, quand on vous dit : c'est la Volante ou bien le salaire et les avantages acquis remis en cause, qu'est-ce qu'on peut faire ?» Partagés sur ce point, les agents de la brigade de contrôle racontent qu'ils étaient les uns receveurs, les autres chefs de station dans des postes aujourd'hui supprimés. Beaucoup regrettent de n'avoir pas lutté pour éviter ce choix... Interrogés sur l'origine de la «resquille» croissante dans les transports en commun, l'un d'eux se déclare «dégoûté du boulot que la Régie fait faire, alors qu'elle-même incite à frauder». Pour lui, «c'est toujours les mêmes qui écopent ; ceux qui n'ont pas la possibilité de faire sauter l'amende deux jours après. Alors, à quoi ça rime ?»

Le système de contrôle magnétique suscite des ricanements : les appareils de location que la Régie avait installés au départ fonctionnaient avec le moindre ticket de cinéma !

«Les usagers ont pris l'habitude... D'ailleurs, en supprimant comme elle l'a fait des points de ventes de titres de transport, la Régie s'est mise dans son tort encore et a accentué une tentation que renforce la vie chère et difficile d'aujourd'hui».

### LA SÉCURITÉ N'EST PLUS ASSURÉE COMME AVANT

Un agent «sédentaire» (qui reste en station), nous explique ce qui a changé : «Il y aura 4 ans en avril que la Régie a installé ses premiers appareils automatiques et liquidé les poinçonneurs. A la station Gare du Nord, où j'étais avant, on est tombé de 21 employés à 3 ! Les départs à la retraite ne sont plus compensés. Ils n'embauchent même plus



**DES HEURES PASSES EN TRANSPORT !**  
Dans une enquête, réalisée en 1970 par l'Union Régionale Parisienne CFDT (auprès de 50 000 «usagers») on relevait que 14% des travailleurs interrogés utilisaient 3 moyens de transport ou plus dans la journée pour se rendre au travail et en revenir. 400 heures par an sont passées ainsi dans les transports, avec une moyenne de 1 h 32 par jour et par personne !

L'architecture des bâtiments, la circulation sur les

# INFORMATIONS GENERALES

## QUATRE OUVRIERS ENVOYES A LA MORT

Rue de Berri,  
à Paris



Samedi 15 h 30, quatre ouvriers travaillent sur une nacelle mobile, à 25 mètres de hauteur, rue de Berri, à Paris. Ils démontent une enseigne publicitaire.

A la mise en route du moteur, c'est le drame, révoltant, odieux : la nacelle tombe, en chute libre. Les quatre hommes sont déshabillés, trois meurent sur le coup, le dernier à l'hôpital. Ce sont Daniel Geoffroin, 24 ans, Louis Toize, 21 ans, Gérard Babinan, 29 ans, Etienne Fremaux, 38 ans. Les témoins, et ils sont nombreux ce samedi après-midi

sont horrifiés. Mais par delà l'horreur, c'est une question, une accusation qui surgit : pourquoi ? Qui est responsable ?

L'échafaudage sur lequel travaillaient ces quatre ouvriers est presque unique en son genre : il n'en existe que deux exemplaires. Un modèle «révolutionnaire», construit par les établissements F. Brunet, où le moteur qui entraîne la nacelle est situé sur la nacelle même. C'est la fixation du moteur sur la nacelle qui a cédé, semble-t-il. Le métal n'a-t-il pas été contrôlé à la construction ?

Un autre fait est encore plus accablant : apparemment, il n'existait aucun frein mécanique, en cas de défaillance du moteur. A ce propos, il est bon de rappeler un autre «accident», survenu il y a quelques années lors de la construction du téléphérique des Deux Alpes. Il avait coûté la vie à 9 ouvriers et techniciens. Le principe de ce téléphérique était le même que celui de la nacelle rue de Berri : le moteur était situé sur la cabine. Le système était «si sûr» que l'on avait retiré les freins de secours...

Que donnera l'enquête : propos de ce nouveau meurtre ? Un enquêteur désabusé : «une bataille d'experts...»

Ce ne sont pas les experts qui nous apprendront ce que le sang ouvrier a déjà montré mille fois : dans ce pays soumis à la loi du capitalisme, la sécurité passe après la rentabilité. L'innovation technique sert le profit, quitte à tuer. Ce sont seuls les travailleurs peuvent s'y opposer, peuvent s'en débarrasser à tout jamais.

Eric BREHAU

### Affaire Papinsky

## LE SOUTIEN DE TOUTE LA POPULATION

C'est dans une annexe de la chapelle que Papinsky et des membres du comité de soutien m'ont raconté l'affaire. Les visiteurs ne cessent d'affluer, des travailleurs de l'usine de Sacilor, des travailleurs immigrés

### UNE INSPECTION VÉREUSE

C'est pendant un cours d'anglais, le 18 juin 66 que tout a commencé. Monsieur Giordani, inspecteur, assiste au cours. De nombreuses autres inspections ont précédé celle-ci, toutes ont été favorables, voire élogieuses. Cette fois-ci un détail diffère : l'inspecteur ne connaît pas un mot d'anglais !

Le rapport de l'inspecteur ne sera pas élogieux comme ceux qui l'ont précédé, ce sera un vrai massacre !

Après cette inspection, Papinsky sera renvoyé dans l'enseignement primaire. Après un échec à l'examen oral du CAP PEGC il osera protester contre sa

Depuis 68 jours Jacques Papinsky fait la grève de la faim, cette forme de lutte est certes contestable, mais ceux qui l'ont poussé là, n'en sont que plus condamnables : d'abord l'éducation nationale et sa hiérarchie, ensuite les syndicats d'enseignants et les faux communistes du PCF. Le soutien populaire que rencontre la lutte est un critère beaucoup plus valable à nos yeux que les insultes déversées par l'administration et le PCF.

note (5/20) ce qui lui vaudra d'être déplacé à Homécourt. Après cette nouvelle sanction Jacques fera des tas de démarches légales, toutes infructueuses, il ira, devant l'inaction du SNI voir les ministres et les députés de tous bords.

Seul, alors que les syndicats ne veulent pas remettre en cause la sacro sainte hiérarchie, il laisse exploser sa colère dans un pamphlet intitulé : «le boui-boui». C'en est trop pour l'administration qui le révoque puis lui interdit d'enseigner à vie !! La commission qui prit ces décisions était composée de 10 représentants de l'administration et de 10 syndicalistes : 8 du SNI et 2 du SGEN.

La décision fut prise à l'unanimité !!

### LE SOUTIEN DES TRAVAILLEURS

L'affaire Papinsky, n'est pas une affaire d'enseignants c'est l'affaire de nombreux travailleurs qui ne veulent pas laisser passer une telle injustice, qui ne veulent pas laisser passer une entrave aux libertés démocratiques. Le PCF et ses sbires du SNI ne l'entendent pas de cette oreille ! D'abord Papinsky n'est pas membre du PCF, ensuite il s'en prend à la hiérarchie que le Programme Commun, lui, défend ; pour finir, le Comité de Soutien n'est pas fait uniquement d'enseignants, ça a suffi

pour déclencher l'hystérie des prétendus champions des libertés. Le Comité de Soutien s'est créé, à l'initiative d'une mère d'élève qui a obtenu la signature des parents d'élèves à l'unanimité ! Le Comité est composé de nombreux travailleurs français et immigrés, de parents d'élèves, de jeunes... très peu d'enseignants ! Alors que Papinsky faisait la grève de la faim depuis le 19 novembre, une manifestation a été organisée le 26 par le Comité de soutien à Homécourt : 300 personnes y ont participé. Dans cette ville de la vallée sidérurgique de l'Orne, on n'avait pas vu ça depuis la guerre, le P.C.F ne réussit jamais à réunir plus de 60 personnes. Les travailleurs sont conscients que ce n'est pas seulement une affaire d'instituteurs mais bien une atteinte aux libertés et un pas de plus vers le renforcement de la dictature bourgeoise. Dans ce combat, le Comité de soutien rencontre sans arrêt sur sa route les sabotages du P.C.F : n'a-t-il pas par l'intermédiaire de la municipalité de Homécourt tenté de couper Papinsky de son Comité de Soutien en décidant de l'expulser de son logement de fonction ainsi que l'avait demandé l'inspection académique ! Quant au SGEN, il vient de «donner un coup de couteau dans le dos de la lutte» comme le dit un ouvrier du Comité, il vient de déclarer publiquement que Papinsky n'avait qu'à se contenter d'un poste d'instituteur, que ce n'était pas déshonorant de ne pas être professeur ! Comme si c'était le problème ! Comme si les travailleurs du Comité pensaient qu'être instituteur c'est déshonorant ! Ce que veut le Comité c'est que l'injustice soit levée, que Papinsky soit réintégré sur son poste de 1966.

Il faut briser le mur de silence qui entoure cette affaire, il faut populariser la lutte et faire plier l'Etat patron.

Pour tout soutien, Pour toute correspondance, écrire à : J. Papinsky BP 18 1, place Foch 54310 Homécourt

Michel LORI le 20/1/76

Paul LEFORT

## BOURGES ET BIGEARD : L'ARMÉE ET LA POLITIQUE

Le ministre de la défense, Yvon Bourges, présidait samedi à la mise en service de nouvelles charges nucléaires sur le sous-marin nucléaire «le Redoutable», à la base de l'île Longue, près de Brest. Il a déclaré qu'elles vont doubler la puissance des missiles et accroître leur portée. L'augmentation des charges sur les sous-marins nucléaires lance-engins (SNLE) ne saurait pourtant faire oublier que l'installation d'une nouvelle batterie de missiles fixes au plateau d'Albion a été annulée fin 1974. L'accroissement des dépenses de personnel et de fonctionnement dans le budget militaire traduit en effet les difficultés financières de la bourgeoisie : elle ne peut à la fois maintenir et développer son potentiel nucléaire et payer grassement les cadres de l'armée de guerre civile.

Bourges, par ailleurs, dans une conférence aux officiers de réserve, a déclaré que l'armée devait rester à l'écart de la politique. Ce type de déclaration fait sourire : elle



vient d'un homme qui a orchestré l'inculpation de 53 personnes accusées d'avoir sur l'armée des opinions politiques différentes de celles du gouvernement. Par ailleurs, la mise à l'écart de l'amiral Sanguinetti illustre récemment que la rivalité politique des clans bourgeois traverse aussi l'armée. Bourges aurait donc mieux fait de s'abstenir de proférer pareille bêtise.

Quant à Bigeard, son bras droit, il vient d'être qualifié,

selon le commentateur du «Journal du Dimanche», «d'analphabète qui se prend pour un ministre», par Alexandre Sanguinetti, frère de l'amiral déchu. Ne croyez pas que ça l'empêche de continuer ses déclarations sur les comités de soldats : puisque, dit-il, les partis de gauche et de droite se sont prononcés contre les comités de soldats et les syndicats, «que voulez-vous que je vous dise de plus ?»

## En bref

### «On a oublié de les décrocher...»

Surprise de Michel Cardoze, journaliste à L'«Humanité», parti pour faire le portrait d'un permanent de Noisy-le-Sec. Il ne s'attendait certainement pas à cette découverte. «Au moins trois portraits différents de Lénine sont accrochés aux murs du siège de cette section communiste. Pourquoi ?». Trois portraits de Lénine, pensez donc, de quoi effrayer les patrons des PME candidats à l'adhésion. Plus grave encore, ça pourrait donner l'idée à certains adhérents de mettre la nez dans les œuvres de Lénine. Comprenez l'émotion de Cardoze et sa question à Bernard Labbé le permanent, «Pourquoi ?». «Parce qu'on a oublié de les décrocher» répond celui-ci. On se doute que c'est la première chose qu'il va faire. Même en portrait, le souvenir de Lénine devient de moins en moins tolérable au PCF, comme la dictature du prolétariat...

### encore le milliardaire Doumeng

Le milliardaire Doumeng, membre éminent du PCF, trempe encore dans une sale histoire : on se souvient que les viticulteurs ont récemment attaqué les caves de la SICA dont il est le dirigeant. C'est maintenant le Comptoir Agricole Français, (dont ce monsieur est membre du conseil de surveillance) qui est accusé d'importer en masse des vins italiens. Décidément, quand on est membre du PCF, on n'est pas du côté des petits viticulteurs. Peut-être même que Doumeng partage l'opinion de H. Bédelin, négociant et président de la Confédération des vins et spiritueux de France, qui vient de déplorer «la passivité des pouvoirs publics» devant les «opérations de terrorisme économique» des viticulteurs ? Qui sait où peuvent mener les alliances illimitées de «l'union du peuple de France ?»

### une nouvelle découverte sur l'origine de l'homme

C'est dans l'Àfar, région de l'est de l'Éthiopie, que des chercheurs viennent de découvrir les traces du plus ancien des hommes connus. La plus vieille famille d'ancêtres de l'homme («Homo habilis») vivait dans cette région il y a 3,5 millions d'années.

Les découvertes sur l'origine de l'homme aident à faire la lumière sur l'histoire de l'humanité et elles réduisent toujours plus à néant les thèses idéalistes, religieuses sur la «création» de l'homme. Que cet ancêtre de l'homme ait été découvert en Afrique remet aussi à leur place les thèses racistes : en décembre 74, c'est en Tanzanie, dans le sud de l'Afrique, qu'avait été faite la découverte du plus vieux «Homo habilis» connu.

### COMMUNIQUÉ

Après la répression à Paris-Rhône, après les arrestations de soldats et de syndicalistes défendons nos droits, développons nos luttes.

Meeting - Débat à l'appel du PCR (ml)

Mardi 27 janvier à 20 h 30

Palais du Travail de Villeurbanne

5 Place Lazare Goujon (en face de la mairie) bus 7

# LUTTES OUVRIERES

## grève dans les crèches des Hauts-de-Seine

Les personnels des crèches du département des Hauts-de-Seine étaient à nouveau en grève, cette semaine. Ils réclament entre autres la généralisation d'une indemnité (10 % du salaire) qui n'a été accordée qu'aux auxiliaires de puériculture, et surtout l'octroi des 13 H supplémentaires payés mais non faites pour toutes, ont été obtenues dans toutes les crèches de la région parisienne, alors que dans les Hauts-de-Seine, c'est 7 H seulement qui ont été accordées...

Ces revendications peuvent être accordées au niveau de la Préfecture mais, c'est le refus. D'ailleurs pendant que la délégation était reçue, jeudi dernier, personnel et parents venus les soutenir piétinaient dans le froid, des barrières et renfort de flics leur interdisant l'accès du hall !

Le personnel a donc décidé, en Assemblée Générale, de reconduire la grève jeudi prochain (29/1/76), à noter que dans de nombreuses crèches, les parents se sont réunis pour soutenir cette grève.

Les crèches font cruellement défaut, au niveau national (moins de 2 % des enfants de 1 à 3 ans sont gardés en crèche) et le personnel n'est pas assez nombreux pour celles existantes (les normes sont rarement respectées). En outre, il faut souvent refuser des enfants à cause de cela et c'est insuffisamment payé. (Sait-on que les agents hospitaliers, catégorie la plus nombreuse, débutent à 1 700 F).

La lutte ne fait que commencer !

Correspondant Nanterre

## IMprimerie ROuennaise

# parce que nous refusons d'être des chômeurs

Fue du Pré de la Bataille, près du port de Rouen, nous voici devant l'imprimerie IMRO occupée par les travailleurs depuis bientôt 4 mois. Sur la façade, une grande banderole résume la lutte : *«Imprimerie occupée depuis le 29/9/75 - 125 licenciés...»* Après avoir présenté le «Quotidien du Peuple», nous sommes invités à entrer ; dans une ambiance cordiale, la discussion s'engage sur la lutte. Un jeune ouvrier (ancien correcteur, avant les licenciements) fait le point : *«Tout commence en 74, avec les premières tentatives de licenciements (5 en juillet, 35 en décembre). La riposte fut immédiate, car à l'IMRO, on a toujours été combatif : on occupe la boîte et les copains sont réintégrés ! Mais une semaine après, on apprend la nomination d'un administrateur provisoire. Le prétexte ? Un déficit de 80 millions de francs. Le syndic s'est fait rassurant... tout en décourageant les clients de se faire imprimer à l'IMRO. Résultat : en juillet 75, le déficit est passé à 420 millions ! Et en septembre, c'est la liquidation, les licenciements de tout le personnel, contre lesquels nous luttons aujourd'hui en occupant !»*

les autres imprimeries. Ce sont des délégués qui changent régulièrement : tout le monde a toujours eu l'habitude de s'exprimer et de prendre des responsabilités. Un des principes de notre lutte c'est «on est tous des responsables» !

lutte les femmes ne comprenaient pas pourquoi les hommes étaient toujours absents de la maison. Alors nous avons tenté de les associer à notre lutte et c'est aussi comme ça que nous avons été amenés à faire des repas à l'intérieur de la boîte, avec des discussions. Des échanges se sont créés, et la lutte nous a ainsi amenés à aborder des problèmes politiques plus larges que la grève, des problèmes de la vie quotidienne, etc...

### NOTREPOINTFORT C'ESTL'UNITÉ !

La lutte a resserré les liens entre nous et a amené une prise de conscience collective. Même dans une boîte comme la nôtre où les conditions de travail sont plus favorables qu'ailleurs le gars est abruti par le travail. Le patron nous a volé notre vie en nous faisant imprimer des revues sans intérêt pour nous les travailleurs. Ce que nous imprimons maintenant c'est le reflet de nos interrogations, de notre lutte ; c'est le fruit d'un débat collectif où chacun s'exprime et crée...

(Sur ces mots, il nous montre des affiches caricaturant Lecanuet et Giscard, de fausses conventions, des brochures de luttes...)

D'ailleurs, au début de la

**QdP : Avez-vous réussi à réaliser l'unité avec les travailleurs des autres imprimeries rouennaises ?**

A Rouen, il y a un problème, les 34 imprimeries existantes emploient en moyenne 5 ouvriers. Dans ces petites boîtes, le paternalisme est roi, il tient bien en main les travailleurs. C'est un obstacle pour l'élargissement de la lutte. Pourtant, l'issue de la lutte servira de test au patronat pour voir s'il peut licencier impunément ou non des travailleurs des autres imprimeries de la région.

### SOLIDAIRESDETOUS LESTRAVAILLEURS

A travers nous les patrons visent les ouvriers les plus combatifs du Livre. C'est pour cela qu'ils ne veulent pas céder.

Comme il n'y a pas de solution individuelle la solidarité entre nous se trouve renforcée encore plus malgré les attaques des flics, qui ont même lâché les chiens sur nous lors d'un collage d'affiches.

D'ailleurs, ajoute le jeune ouvrier, la répression actuelle dans l'armée obéit aux mêmes objectifs : museler la classe ouvrière en s'attaquant à ses éléments les plus combatifs. C'est pourquoi nous à IMRO nous sommes solidaires de tous les travailleurs inculpés. Et tout le monde dans la boîte a été scandalisé par l'attitude du PCF qui a laissé la bourgeoisie organiser la répression !

(la suite de ces propos, recueillis par notre correspondant de Rouen, paraîtra demain).

## Mines d'uranium (Razès)

Les mineurs d'uranium de Vendée, du Limousin et du Forez, ont repris le travail.

On est loin du compte, même si la révision de la grille des salaires a été obtenue (OS1 passe OS2 avec l'augmentation qui en découle). L'essentiel demeure : les cadences ! Parce qu'ils sont payés à la «circulaire (volume d'abattage sur lequel d'ailleurs la direction «triche»), et qu'une partie importante de leur salaire est constituée de primes (rendement, etc).

Sans compter que les récentes déclarations du directeur, expliquaient, sans fard que l'effectif serait ramené à 800 mineurs dont la «production d'énergie vaudra celle de 80000 mineurs de fond». En clair le rendement va s'accroître tandis que 200 licenciements sont à la clef ! Aussi peut-on s'interroger sur le genre de victoire dont se réjouit «L'Humanité» : pourquoi les cadences et la sécurité sont-elles passées sous la table des négociations. Qu'est-ce qui est réglé des différences en nature (électricité, fuel...) entre mineurs et ingénieurs ?

## Télémechanique (Grenoble)

Les travailleurs de TEI sont partis lundi dernier en grève illimitée malgré les directions syndicales qui proposaient une grève tournante. TEI est une filiale de Télémechanique à Grenoble. La lutte touchait les travailleurs de Crolle (150 personnes), d'Echirolles (600 personnes) ainsi que les équipes d'entretien ventilées dans toute la France. Les usines fabriquent des ordinateurs. Ils exigeaient :

- un rattrapage pour 1975 d'au moins 2800F (cette revendication n'a pas fait l'unité dans la CFDT, certains voulaient formuler de manière uniforme soit 4500F pour tous)

- le réajustement des salaires pour 76
- intégration des primes dans le salaire

Au milieu de la semaine la direction proposait : 626F pour le rattrapage, augmentation simultanée des primes et des salaires de 13% pour 76 dont 3% en janvier. Le reste sera versé intégralement lors de l'absorption par la Thomson, prévue en mars. En Assemblée Générale, les travailleurs ont voté la reprise, mais ils ont mis sur pied une commission, chargée d'une campagne d'information sur les conséquences de l'absorption par la Thomson. Ce qui est en question, c'est surtout la garantie de l'emploi, de façon à mobiliser les travailleurs pour pouvoir riposter à toutes mesures de la part du trust.

Corr. Grenoble

### POURFAIREÉCHEC AUPLANLECAT...

*Quotidien du Peuple : Comment se fait-il qu'une entreprise comme IMRO qui avait une grande clientèle ait fermé aussi rapidement ?*

Un ouvrier correcteur : C'est la conséquence directe du plan Lecat, mis au point en 72, qui prévoit la mise au chômage d'un ouvrier du livre sur cinq ! Ce plan obéit aux impératifs économiques de l'Europe des capitalistes : on rentabilise, en spécialisant chaque économie nationale. L'imprimerie allemande est plus moderne, donc plus rentable, et les capitalistes français préfèrent y faire passer leurs commandes plutôt qu'en France, quitte à brader l'imprimerie nationale. La meilleure preuve : un livre imprimé à l'étranger est taxé à 6 % par le gouvernement alors que le papier vierge entre en France avec une taxe de 23 %. La crise de l'imprimerie a donc été programmée... dans le cadre du 6ème plan, avec 15 000 licenciements. Et le 7ème plan en prévoit au moins autant. Cette crise n'est pas un problème isolé, mais le reflet de la crise générale du capitalisme : industrie de service, l'imprimerie subit directement les effets de la récession (baisse des commandes). Les capitalistes rentabilisent ce domaine en le restructurant à leur profit. Leur faire échec, voilà pour nous l'enjeu de la lutte !

**QdP : Comment vous êtes-vous organisés pour la riposte ?**

Un jeune ouvrier : Nous savons que notre point fort face au patron, c'est l'unité. D'ailleurs il faut vous dire qu'à l'IMRO, elle a toujours existé : tout le monde se connaissait, on se retrouvait dans des réunions sportives, des banquets (une tradition dans le Livre !) etc...

Chez nous, pas de délégués syndicaux «élus à vie» comme souvent dans

# WANTED



**Cet homme du Pouvoir promet beaucoup LES CHOMEURS DE L'IMRO le recherchent :**

- Pour la réouverture de leur entreprise
- Pour le maintien de leur emploi

IMRO-Imprimerie Rouennaise - IMRO-Imprimerie Rouennaise

IMRO-Imprimerie Rouennaise - IMRO-Imprimerie Rouennaise

## CORRESPONDANCES SYNDICALES

OLIVETTI - PONTCHARRA (Ardèche)

### PREMIER ÉCHEC DU PATRON EN RÉFÉRÉ

«Nous sommes en grève parce qu'il y a eu des licenciements abusifs, c'est-à-dire 9 personnes licenciées dont 2 en pré-retraite (ils leur restent 20 ou 30 mois à faire) ; une étant en maladie (accident du travail). Et puis pour protester sur plusieurs fautes de la direction. C'est-à-dire que l'inspecteur du travail a refusé jusqu'à quatre fois les licenciements pour différentes causes et la direction continue à nous harceler».

«Il y a eu un premier contact avec la direction et un autre vendredi : on attend une réponse ; mais ça n'a pas l'air d'avancer... On est passé en tribunal des référés, où la société nous a attaqués pour l'occupation, le juge a demandé l'avis d'un expert et ça reporte encore... jusqu'au 12 février».

communiqué de la section CFDT

La Section CFDT du Fret Air France, au moment où vient d'avoir lieu le premier vol commercial supersonique, tient à rappeler :

1°) que le projet Concorde n'a pas été décidé par ceux qui le financent, ceux qui le construisent,

2°) que 94% des Français ne prennent jamais l'avion et que sur les 6 % de privilégiés, seuls quelques uns (super-privilégiés) pourront payer le tarif première classe plus 20 % pour embarquer sur le Concorde,

3°) qu'à l'époque où la

vitesse horaire moyenne des autobus parisiens ne dépasse pas les 12 km à l'heure, il est superflu et scandaleux de refuser des crédits suffisants pour l'amélioration des transports en commun et, d'autre part, de consacrer un budget qui s'est avéré illimité pour un programme supersonique,

4°) qu'il serait temps de faire des choix économiques correspondant aux besoins de la majorité des travailleurs de ce pays sans se laisser illusionner par des aventures prestigieuses au bénéfice d'une seule minorité !

communiqué Roissy

Les sections CFDT et CGT du centre PTT Caen Garnbetta ont déposé un préavis de grève pour le lundi 26 janvier de 0 h à 24 h, pour :

- l'augmentation des effectifs,
- la semaine de 40 h,
- la moitié du personnel libre un samedi sur deux.

Elles dénoncent également la répression qui s'exerce par :

- des notes de services et les perpétuelles déclarations remettant en cause le mandat des délégués syndicaux,
- les entraves de toutes sortes au droit syndical : tracts déchirés ou enlevés des pan-

neaux, les tracasseries perpétuelles écrites ou verbales.

Communiqué Caen

● Dans l'article paru le samedi 23 janvier sur le Conseil National de la CFDT une ligne a sauté dans le paragraphe sur «L'écho des discussions d'octobre 75». Il faut lire : Aujourd'hui, Roland prétend que c'est la CFDT qui constitue désormais la «force principale sur le terrain».

# CONFERENCE NORD-SUD

## LE TIERS MONDE PRET A LUTTER POUR SON UNITE

### RÉUNION PRÉPARATOIRE AUX COMMISSIONS

C'est ce matin que s'ouvre, à Paris, la réunion des deux co-présidents de la Conférence sur la Coopération Economique Internationale, M. Mac Eachen, du Canada pour les pays occidentaux, et M. Guero, du Venezuela, pour le Tiers Monde. Les huit co-présidents des commissions y assisteront aussi.

### LES COMMISSIONS DE LA CONFÉRENCE

De quoi s'agit-il ? La Conférence «Nord-Sud», qui devait initialement regrouper les pays consommateurs et les pays producteurs de pétrole, pour ne traiter que des problèmes de l'énergie, s'est élargie dans ses préoccupations sous la pression des pays en voie de développement. Le Tiers Monde a

obtenu la création de quatre commissions, toutes co-présidées par les pays impérialistes et le Tiers Monde : les USA et l'Arabie Saoudite pour l'énergie, l'Iran et la Communauté Economique Européenne pour les finances, le Pérou et le Japon pour les matières premières, enfin l'Algérie et la CEE pour le développement.

Ces commissions définies, restait à préciser quels seraient leurs travaux et les limites de leur mandat. Ce fut l'objet de la session ministérielle de décembre dernier, au cours de laquelle on vit s'affronter les pays impérialistes et les pays du Tiers Monde.

### LE DÉBAT DE FOND : LE DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE

Il s'agissait, pour le Tiers

Monde, de définir un calendrier commun aux travaux des quatre commissions, afin de faire avancer la Conférence sur tous les fronts à la fois, à l'opposé de la volonté américaine de faire progresser chaque commission à son rythme propre : les pays industrialisés auraient eu ainsi la possibilité de mener une contre-offensive sur les questions de l'énergie et des matières premières et de laisser trainer les questions monétaires et du développement, décisives pour le Tiers Monde.

Le ministre des Affaires Étrangères algérien, M. Bouffekka, déclarait : «*Nous considérons que les travaux des commissions ne peuvent s'articuler qu'autour du même thème central : celui du développement des pays du Tiers Monde. Le caractère global de l'entreprise postule une liaison interne des tâches*

*confiées à chacune des commissions, puisqu'au sein des désordres actuels de l'économie, l'énergie fait partie des matières premières, celles-ci font appel au pouvoir d'achat, les politiques financières ont leurs incidences monétaires, les échanges au sens large du terme, sollicitent l'industrialisation, et l'ensemble s'inscrit dans la perspective du droit au développement harmonieux de chaque pays.*

### L'UNITÉ DU TIERS-MONDE

On saisit donc l'importance de cette réunion des co-présidents, puisque c'est le 11 février prochain que seront officiellement mises en place les quatre commissions. Les pays du Tiers Monde arrivent aujourd'hui unis sur un projet algérien de calendrier commun, défini le 15 janvier dernier. Toute-

fois, le Tiers Monde, connaissant l'enjeu de cette réunion et les tentatives de division auxquelles n'hésiteront pas à recourir les pays impérialistes, se prépare d'ores et déjà

à de nouveaux affrontements avec leurs colonisateurs d'hier.

Camille NOEL

### A PROPOS DES MATIÈRES PREMIÈRES

*Monsieur Ait Chaalal, représentant de l'Algérie à la Conférence Nord-Sud a rappelé récemment l'exigence d'une indexation du prix des matières premières sur les 3 critères suivants : l'inflation mondiale, les prix réels des produits vendus par les pays industrialisés et l'évolution de la valeur des dollars et des Droits de Tirage spéciaux (qui servent de référence à la fixation des prix mondiaux des matières premières).*

*La réunion de l'OPEP interrompue à Vienne par les prises d'otages reprend aujourd'hui à Paris. Elle traitera notamment de ce problème de l'indexation du prix du pétrole.*

*Les pays capitalistes ont décidé de fixer un «prix minimum» de pétrole : 7 dollars par baril (le prix actuel est d'environ 10 dollars). Il s'agit de garantir la rentabilité des investissements engagés pour l'utilisation de nouvelles sources d'énergie (pétrole de la Mer du Nord, nucléaire, schistes bitumineux...). Cette rentabilité serait compromise en cas d'une baisse des prix du pétrole en dessous de 7 dollars.*

## INTERNATIONAL

# INDE : DES DIZAINES DE MILLIERS D'OUVRIERS ET DE PAYSANS EMPRISONNES

«*Bien que les libertés fondamentales soient suspendues nous considérons toujours l'Inde comme une démocratie. L'état d'urgence était nécessaire pour faire face au chaos qui s'instaurait en Inde. Déjà les premiers résultats se font sentir.*»

Tels sont les éloges d'officiels français adressés au régime d'Indira Gandhi à l'occasion du voyage de Chirac en Inde. Une campagne de propagande est organisée qui fait de l'Inde un exemple : sous prétexte de surmonter ses difficultés et de redresser l'économie, l'état d'urgence a été instauré. Depuis le 26 juin, arrestations et emprisonnements sont à la discrétion de la police. La «réussite» d'Indira Gandhi dans son programme économique appliqué grâce à l'état d'urgence alimente toute une propagande : le gouvernement français essaie de nous persuader qu'il faut s'accommoder de la suppression de certaines libertés démocratiques pour surmonter les difficultés économiques.

Le premier décembre un journal indien annonçait que deux révolutionnaires indiens avaient été pendus dans l'état d'Hyderabad pour avoir participé aux soulèvements paysans de 1971 dans l'état d'Hyderabad. C'était la première exécution depuis des mois.



Des centaines de syndicalistes, des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans ont été arrêtés depuis la mise en place de l'état d'urgence pour avoir tenu des réunions interdites ou pour avoir fait, le 6 janvier une grève de la faim à l'appel des syndicats. En prison, ils ont rejoint les milliers de paysans arrêtés à la suite de révoltes et d'ouvriers arrêtés à la suite des grèves avant l'état d'urgence. Comme eux, ils sont soumis à la torture, dont «*le niveau et le sadisme varient selon l'importance politique accordée au suspect*» ainsi que le dénonçait le rapport d'une commission internationale.

### UNE ÉCONOMIE CAPITALISTE

Officiellement, le programme économique et l'état d'urgence qui l'accompagne ont pour but de briser la résistance des féodaux à toute transformation et de

pourchasser les profiteurs et la corruption qui gangrène tout le pays.

De fait, un certain nombre de personnalités de premier plan de cet acabit ont été emprisonnées. Le servage a été aboli. Mais des millions de paysans, ouvriers agricoles sont encore contraints de travailler pour le propriétaire auquel ils doivent de l'argent pour un salaire de 50 centimes par jour.

Il faut jusqu'à 16 ans de travail à un ouvrier agricole du Bihar pour rembourser une dette de 60F. Dans la vallée de Uttarkashi sur les contreforts de l'Himalaya, les paysans intouchables sont obligés de prostituer leurs épouses afin de rembourser leurs dettes ! Les féodaux envoient celles-ci dans les maisons closes de Delhi. Si le parti du Congrès n'a rien fait jusqu'à aujourd'hui pour imposer la fin du servage déjà décrété à l'indépendance en 1947, c'est qu'une partie de son pouvoir reposait sur l'adhésion des féodaux. Indira Gandhi elle-même ne doit son existence politique qu'à la puissance de ces castes.

Des millions d'hectares de terres échappaient ainsi à la «révolution verte», qui s'est soldée par le développement d'une nouvelle couche de paysans riches exploitant des domaines importants au moyen de tracteurs et de machines agricoles. Les féodaux qui ont refusé de se joindre au mouvement devront s'y soumettre par la force. Les paysans sont libérés du servage pour rejoindre les rangs des chômeurs, des centaines de milliers d'entre eux que «la révolution verte» a chassés de la campagne vers les villes.

L'autre volet des réformes économiques est l'accélération des procédures d'investissements pour permettre que les projets industriels, privés ou publics se réalisent plus rapidement. Déjà des projets d'exploitation pétrolière sont annoncés. Toute une bourgeoisie qui s'est développée dans le secteur d'Etat veut accroître son emprise. De son côté le parti révisionniste indien apporte son plein soutien à la politique de répression d'Indira Gandhi : il appuie vigoureusement le plan de développement d'entreprises d'Etat.

C'est le modèle indien de développement aujourd'hui : à l'ombre des baïonnettes la bourgeoisie étend son pouvoir en écrasant le peuple, en emprisonnant ouvriers et paysans, en assassinant. C'est le nouveau visage de la «plus grande démocratie du monde». Et notre gouvernement admire : s'il pouvait en faire autant pour nous obliger à payer le prix de ses difficultés économiques !

G. CARRAT

### UN CITOYEN NE PEUT FAIRE ÉTAT D'AUCUN DROIT

Depuis c'est le silence : les journaux indiens n'ont même pas eu le droit de publier des informations sur l'assassinat de 700 mineurs dans un accident à la fin du mois de décembre. Depuis le 8 décembre les journaux peuvent être suspendus s'ils publient des informations à propos de «*toute activité préjudiciable aux intérêts de la souveraineté et de l'intégrité de l'Inde et à la sécurité de l'Etat*». Dévoiler les crimes de la bourgeoisie indienne et du gouvernement, qui était propriétaire des mines où sont morts nos camarades, est devenu un crime. A quel degré de crainte de la colère des travailleurs indiens, Indira Gandhi est parvenue !

«*Un citoyen ne peut faire état d'aucun droit durant l'état d'urgence. Il n'y a pas de loi concernant les droits individuels dans la période présente*» affirment les juristes du gouvernement.

# LA VIE DU JOURNAL

DEVENEZ CORRESPONDANT  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Envoyez chaque jour, vos  
critiques, vos suggestions,  
vos propositions d'articles  
au :

QUOTIDIEN DU PEUPLE  
en téléphonant au :  
208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

## DANS NOTRE COURRIER

### je voudrais des éclaircissements sur votre position

Je lis assez souvent le Quotidien du Peuple, je me trouve très étonné sur sa position sur le problème du Sahara Occidental.

Donc, j'estime qu'il était juste de soutenir le Front Polisario au moment où il luttait contre le colonialisme espagnol et qu'un certain nombre de Marocains ont soutenu.

et à créer des frontières pour l'affaiblir,

il ne pourra être juste d'accepter l'attitude séparatiste des dirigeants du F. Polisario qui en quelque sorte refusent tout lien entre le peuple marocain et les masses sahraouies, donc toute possibilité de reconstruction de l'unité sapée par le colonialisme sur des bases militantes. Par l'unification d'une lutte commune contre la réaction marocaine, valet de l'impérialisme, dans le cadre de la construction d'un État démocratique et populaire.

Considérons les changements récents intervenus dans la région, c'est-à-dire que l'ennemi des masses sahraouies étant devenu le même que celui que combat le peuple marocain avec détermination ( réaction locale, impérialisme ).

o vu les liens historiques et militants supérieurs existant entre les masses sahraouies et le peuple marocain,

o vu l'un des intérêts essentiels du colonialisme et de l'impérialisme visant à diviser le peuple

Je voudrais des éclaircissements sur votre position sur ce problème, qui en quelque sorte accepte la division.

Personne ne peut nier qu'il a toujours existé une unité dans la lutte contre les colonisateurs, d'une part entre le peuple marocain, d'autre part entre les masses sahraouies que le colonialisme espagnol et français et la réaction marocaine ont sapée, par la liquidation de l'armée de libération en 1960 qui regroupait des Sahraouis et des Marocains, qui avait réussi à libérer une très grande partie du Sahara.

Cher camarade,  
Nous te remercions pour ta lettre qui pose effectivement un grave problème préoccupant un grand nombre de lecteurs. Une grande division s'est instaurée dans le Maghreb à propos de la tentative d'annexion par Hassan II du Sahara Occidental. C'est aux peuples de cette région de trouver eux-mêmes le moyen pour surmonter cette division et reconstruire leur unité, les anti-impérialistes français ne pouvant que soutenir les efforts allant dans ce sens et devant dénoncer les interventions de l'impérialisme particulièrement de l'impérialisme français, qui cherche à développer cette division.

massacres au napalm des populations sahraouies que viennent de perpétrer les avions d'Hassan II. Curieuse unité contre l'impérialisme, qui serait construite à coup de massacre de combattants du F. Polisario, grâce à l'aide financière, technique et militaire que l'impérialisme français prodigue à Hassan II.

Le soutien actif de l'impérialisme français au projet du bourreau du peuple marocain montre bien que ce dernier n'opère pas pour son seul profit.

Tu as raison de rappeler l'épisode de 1956, comme symbole de la solidarité entre les peuples marocain et sahraoui. Le souvenir en est vivace au Sahara et de nombreux combattants sahraouis de l'ALN sont aujourd'hui dans l'armée populaire et au F. Polisario.

En 1956, l'Armée de Libération Nationale marocaine mobilisa une

armée parmi les Sahraouis pour libérer le Sahara. Elle fut décimée parce que le roi s'entendit avec les Espagnols et les Français pour lui couper les vivres. En échange, il recut la province de Tarfaya qui était auparavant incluse dans le Sahara.

On peut rappeler également les guerres anti-colonialistes du début du siècle : les armées sahraouies remontèrent jusqu'à Marrakech pour en chasser les Français.

Mais pourquoi au nom de cette solidarité tissée au cours d'une longue lutte commune, le peuple sahraoui se soumettrait aux ambitions sanguinaires de Hassan.

La détermination du peuple sahraoui est une contribution à la lutte du peuple marocain parce qu'elle affaiblit son bourreau, une contribution à la lutte de tous les peuples, parce qu'elle met en échec des plans impérialistes qu'Hassan est chargé d'appliquer.

Grégoire CARRAT

### ils envahissent nos usines occupées

Je me suis trouvé récemment ( bien involontairement - en faisant de l'auto-stop ) en présence d'un CRS. Fort instructif !

Après avoir travaillé six mois dans le bâtiment, il est entré à l'école de CRS : «tu comprends, rien qu'à l'école, je touchais déjà 500 F de plus qu'après six mois de boulot». Comme il est fils d'ouvrier et ancien ouvrier lui-même, il est un peu gêné du rôle de répression anti-ouvrière qu'il joue... «Mais ce sont les ordres, même si ça nous plaît pas, il faut le faire». Mais me rassurant, il m'explique qu'à l'exception des viticulteurs du midi, il n'a encore cogné personne.

«Il vaut mieux être le boucher que le veau, moi je ne jouerai jamais le veau». Voilà prévenus tous les travailleurs si souvent en butte à la répression policière aujourd'hui : pour les CRS, on doit jouer le rôle du veau...

Cette petite discussion avec ce CRS m'a paru intéressante pour plusieurs raisons : elle montre bien comment on bourre le crâne d'idées réactionnaires, anti-ouvrières aux CRS tout au long de leur métier, pour en faire de dociles bandes armées au service des capitalistes. Fils d'ouvriers ou pas, les CRS sont bien les ennemis féroces du peuple... n'en déplaise au P«C»F.

A cette occasion, j'ai pensé que le Quotidien du Peuple devrait ouvrir le débat sur comment les travailleurs envisagent la nécessité et la possibilité de résister. Déjà aujourd'hui, où dans chaque lutte importante, les CRS envahissent les usines occupées, la défense de leurs usines par les ouvriers en lutte est une question brûlante. Il faut en débattre.

un lecteur de Rennes

### appel aux communistes

Je viens de sortir des prisons militaires où j'ai été incarcéré pendant un mois et demi pour avoir distribué des tracts à la base aérienne X ; tracts surtout adressant un sérieux avertissement à l'armée de guerre civile. J'en profite pour encourager les camarades allant à l'armée de développer un travail d'explication communiste sur la nature de l'armée du capital.

J'eus le temps de réfléchir sur un certain nombre de problèmes. Ancien militant dans le courant marxiste-léniniste, malgré mon jeune âge, j'ai pu mesurer les innombrables erreurs faites occasionnant de graves conséquences. Il est à remarquer que le mouvement marxiste-léniniste n'a jamais pu se démarquer autrement que

formellement de l'idéologie structurelle révisionniste. Il faut absolument construire un Parti de Type Nouveau ; il est grand temps d'en prendre conscience. Je porte une grande attention sur l'évolution du PCR ( ml ) qui est conscient de la nécessité d'une rupture catégorique avec le révisionnisme aussi bien du point de vue idéologique qu'organisationnel.

Quant au Quotidien du Peuple, entièrement d'accord pourvu qu'il devienne un journal de masse communiste dans toute son intensité.

Mais attention le journal à ses limites et il ne faut pas le confondre avec le parti...

Courage et tout pour la construction du Parti de Type Nouveau.

un communiste

### communiqués

#### Meaux

RÉUNION PUBLIQUE DU  
«QUOTIDIEN DU PEUPLE»

Après 3 mois de parution où en est la construction de notre journal ? Comment localement il nous aide à développer ce point de vue d'ensemble que nous voudrions forger à l'appui de l'expérience riche des travailleurs ?

MARDI 27 JANVIER

19 h 30

Rendez-vous en face du cinéma Place Henri IV à Meaux.

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cédex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

### SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom .....  
Profession.....  
Adresse.....  
Envoyer à :  
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS

### JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Envoyez à :  
le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 Paris Cédex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

Nom.....  
Profession.....  
Adresse.....

### CE QU'ON NE DIT PAS SUR LA TUNISIE

Chers camarades,

Depuis 1968, le gouvernement tunisien n'a jamais cessé de torturer, de camoufler la lutte du peuple tunisien.

En plus des procès politiques qui ont lieu à peu près chaque année, le conflit surgit encore en janvier 76.

Les étudiants et les enseignants des facultés et des lycées sont en grève à la suite des derniers événements survenus à la Faculté de Lettres. Ils ont réclamé un syndicat indépendant et le gouvernement a voulu y imposer deux représentants au moins du parti, pour pouvoir le contrôler.

Enseignants et étudiants ont refusé cette intrusion et cette atteinte à la liberté, ce qui a provoqué des affrontements entre la police et les étudiants.

Quatre d'entre eux ont trouvé la mort. Loin de rester indifférents, étudiants et enseignants ont manifesté à travers tout le territoire tunisien. Tous les lycées et toutes les facultés sont fermés jusqu'à maintenant ; les forces de police et de l'armée sont en état d'alerte pour perquisitionner et semer la terreur : car c'est le seul et unique moyen qu'ils connaissent pour garder le pouvoir.

# CINÉMA

## LE CINÉMA VA BIEN, MERCI !

A grand renfort de matraquage publicitaire, Alpha vient de lancer son «Encyclopédie du cinéma». Du beau papier, un tas de belles photos en couleurs, bref, une présentation soignée. Quant au contenu, c'est une autre affaire...

L'avant-propos de la collection donne le ton avec des considérations générales sur le cinéma d'aujourd'hui. Un peu à court d'imagination, les rédacteurs prennent comme principe de base le slogan publicitaire : «Qui aime la vie, aime le cinéma». Un historique très sommaire conduit à cette idée que le cinéma ne cesse de progresser : «D'innombrables films, depuis 68, nous ont donné - aux Etats-Unis comme en Europe - une idée juste de l'évolution du monde et des individus sur tous les plans : moral, sexuel, social, politique». Notons au passage que pour Alpha il n'y a apparemment de cinéma qu'américain ou européen. En tout cas, les esprits chagrins qui voient dans le cinéma actuel le reflet d'une profonde crise de l'idéologie bourgeoise peuvent se rassurer. Le cinéma joue un «rôle d'éclaireur»; dans la salle obscure que serait l'esprit du spectateur, il «ouvre des prises de consciences». Le cinéma, «reflet exact de la vie»? Mais de la vie de qui? Rappelons-nous le film de C. Sautet programmé, récemment à la télévision : les

«Choses de la vie» qu'il évoque ne concernent vraiment qu'une couche bien délimitée de la société.

Eloigné de tout problème matériel, peu soucieux de pousser très loin ses contradictions avec le monde des promoteurs, l'architecte héros de l'histoire n'a plus qu'à se demander comment franchir le cap de la quarantaine, comment choisir entre deux



L'amour au cinéma : «un thème éternel...»

femmes. Depuis, de nombreux films ont repris cette analyse des difficultés psychologiques du «cadre moyen».

Mais cette réalité est complètement escamotée par les rédacteurs d'Alpha pour qui le fin mot du cinéma est la «découverte de l'homme». On nage dans l'idéalisme satisfait. Cette conception se retrouve naturellement dans les deux premiers fascicules

de la collection. Le cinéma n'est pas mis en rapport avec la société qui évolue mais avec de grands thèmes «éternels»; dans le cadre de cette fameuse «découverte de l'homme», rien d'étonnant à ce que l'amour soit choisi d'emblée.

Une dernière constatation : soucieux de donner une allure «progressiste» à leur entreprise réactionnaire, les rédac-

teurs ont de petites audaces de vocabulaire : on va jusqu'à évoquer la «fonction aliénante» du cinéma de divertissement mais pour préciser aussitôt qu'elle peut «aussi bien être retournée en mode de libération». Ainsi tout le monde est content; décidément, pour Alpha, le royaume du «septième art» se situe quelque part au septième ciel.

Claude ANCHER

Sur A2, hier soir.

## une soeur cadette de Mitterrand

«Arlette, racontez-nous votre vie. Arlette, montrez-nous vos photos de famille...». Arlette Laguiller s'est gentiment prêtée au rituel qui régit l'émission d'Anne Gaillard, «les cadets de la politique». D'autant que cette émission répondait parfaitement à son effort pour se construire un certain «personnage». Laguiller, depuis les élections présidentielles ce n'est pas tellement les «révolutionnaires» en général ni le trotskysme en particulier, mais plutôt le symbole de la «jeune-femme-qui-en-veut». Arlette distribuant des tracts, vendant son journal à la criée, scandant des chansons-mots d'ordre avec ses petits copains, c'est le thème de la femme «libérée par la politique».

«Arlette, pourquoi êtes-vous à F.O. - Parce qu'à F.O., ils sont gentils; c'est pas comme à la CGT qui m'a virée ou à la CFDT qui n'a pas voulu de moi...» Voilà à peu près la réponse. Quant à analyser comment militer au sein des syndicats dirigés par révisionnistes et réformistes, elle s'en est cru dispensée. Comment expliquer qu'un syndicat aussi réactionnaire que F.O. puisse tolérer une soi-disant «révolutionnaire»? Là encore, pas de réponse.

Position plus claire, par contre, par rapport aux partis de «gauche». Après quelques

critiques à l'adresse de leurs dirigeants, l'esprit «unitaire» l'a emporté : «Pas une voix ne manquera à F. Mitterrand !» déclarait Laguiller à l'issue du premier tour des présidentielles. Pas question de «diviser le mouvement ouvrier» mais seulement de jouer la mouche du coche de la «gauche».

En définitive, Arlette Laguiller n'a rien dit sur les conditions de vie des masses que les travailleurs ne connaissent déjà. Quant à son projet politique intimement lié à celui de «l'union de la gauche», il n'a pas de quoi inquiéter la bourgeoisie.

## MOTS CROISÉS

SOLUTION DE NOTRE NUMÉRO DE SAMEDI

	A	B	C	D	E	F
1	E	P	A	U	L	A
2	L	A	S	S	E	R
3	U	R	I	A	G	E
4	D	O	L	U	T	
5	E	L	E	V	E	E
6	R	E	S	T	E	S

## programme

### LUNDI 26 JANVIER

- TF 1
- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE l'aide judiciaire.
  - 18 h 45 - POUR LES JEUNES
  - 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
  - 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES Les femmes du tiers monde.
  - 19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL feuilleton.
  - 20 h 00 - JOURNAL
  - 20 h 30 - LE CERVEAU D'ACIER américain.
  - 22 h 10 - DÉBAT
  - 23 h 10 - JOURNAL et fin

### A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES jeu.
- 21 h 45 - LA MALE PAROLE série 12 émissions.
- 22 h 45 - JOURNAL

### FR 3

- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : l'UDR (la famille)
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
- 20 h 30 - L'AINE DES FERCHAUX film de J.P. Melville 1963
- 22 h 10 - JOURNAL

### MARDI 27 JANVIER

#### TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE P. LES FEMMES.
- 19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - 76 PARIS Variétés.
- 21 h 30 - CES ANNÉES-LA : 1954
- 22 h 25 - JACK LONDON et la fièvre de l'or.
- 23 h 15 - JOURNAL

#### A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN : DES HOMMES LIBRES enquête et débat la réinsertion des prisonniers.
- 23 h 15 - JOURNAL

#### FR 3

- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE la C.F.D.T.
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX du Mexique à l'Alaska.
- 20 h 30 - PASSEPORT POUR L'OUBLI film anglais de Val Guest
- 22 h 20 - JOURNAL

## feuilleton

# ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

D'EDGAR SNOW, AUX ÉDITIONS STOCK

«A la recherche de la Chine Rouge», E. Snow est arrivé à Sian-fou, capitale du Shensi. Cette province est dominée par le «Jeune Maréchal» Tchang Hsue-liang, allié de Tsiang kai chek. Alors que le Japon occupe la Mandchourie (Chine du nord), Tchang lance son armée du Tong-pei (Nord-Est) contre l'Armée Rouge. Il est battu.

Des milliers de soldats du Tong-pei se rendirent à l'adversaire. De nombreux officiers furent également fait prisonniers, et ils furent détenus pour une période de «tutelle antijaponaise».

Lorsque ces officiers furent relâchés et regagnèrent Sian, ils firent au Jeune Maréchal des descriptions enthousiastes du moral et de l'organisation des districts soviétiques, mais surtout de la sincérité de l'Armée Rouge dans sa volonté d'arrêter la guerre civile, d'unifier la Chine par des méthodes démocratiques pacifiques et de conclure une entente pour s'opposer à l'impérialisme nippon. Tchang en fut impressionné. Il le fut encore plus par la constatation que le sentiment de toute son armée tournait contre la guerre faite aux communistes, dont les mots d'ordre : «Les Chinois ne doivent pas se battre contre des Chi-

nois!» et «Unissons-nous et battons-nous pour la Mandchourie!» étaient en train d'infecter toute la troupe. (...)

Peu de temps après, Tchang Hsue-liang s'envola lui-même pour Yen-an (1), où il rencontra Chou En-lai, et, après une discussion prolongée avec lui, se persuada de la sincérité des communistes, ainsi que de la sagesse et des possibilités d'application de leurs propositions en faveur d'un front commun.

Les premiers pas dans la mise en œuvre de l'accord Tong-pei-communistes comportaient la cessation des hostilités au Shensi. Aucune des deux parties ne déplacerait de troupes sans en aviser l'autre. Les communistes envoyèrent à Sian plusieurs délégués qui, revêtant des uniformes du Tong-pei, entrèrent dans l'état-major de Tchang

Hsue-liang et aidèrent à réorganiser les méthodes d'instruction politique de son armée. (...)

Mais ces changements s'effectuèrent pour la plupart dans une atmosphère de secret bien gardé. Si les troupes du Tong-pei n'attaquaient plus les communistes, il y avait toujours des divisions de Nankin (2) le long de la frontière Chansi-Shensi, ainsi qu'au Kansou et au Ninghsia, et de vifs combats se déroulaient dans ces régions. Aucune nouvelle des véritables relations qui s'étaient nouées entre Tchang et les communistes ne filtra dans la presse. Les mouchards de Tsiang Kai-chek à Sian flairaient bien quelque chose, mais ils n'arrivaient pas à obtenir des précisions. A l'occasion, des camions arrivaient à Sian, portant des voyageurs de la zone rouge, mais ils paraissaient bien innocents, car ces voyageurs portaient tous l'uniforme du Tong-pei. De même, le départ d'autres camions de Sian vers les districts communistes ne soulevait pas de suspicion, car ils ressemblaient à tous les autres camions du Tong-pei en route vers le front.

C'est sur un de ces camions, me confia le pasteur Wang, que je serais transporté au front.

Ce pasteur travaille avec les communistes. Au cours d'une excursion sur le site de l'ancien palais de la dynastie Han, il met E. Snow en présence du fameux Teng Fa...

(...) Sa tête était mise à prix pour 50 000 yuan !

Teng gambada de plaisir quand il eut révélé son identité. La situation lui mettait le diable au corps, le transportait de joie : lui, le «bandit communiste» notoire, vivant au milieu même du camp ennemi, tirant la langue aux mouchards qui rôdaient partout. Et il était au comble de la joie de me voir - il m'embrassa littéralement à plusieurs reprises - moi un Américain qui me rendais volontairement dans les zones de «banditisme» (...)

Quel Chinois ! quel bandit rouge !

Ce Teng Fa, un Cantonnais, était fils d'une famille ouvrière et avait été cuisinier de style occidental sur un steamer de la ligne Canton-Hongkong. Il

avait été un des chefs de la grande grève de la navigation, à Hongkong, et à cette occasion avait été passé à tabac et avait eu la plupart des côtes brisées par un policeman britannique qui n'aimait pas les piquets de grève. Alors il était devenu communiste, était entré à l'École militaire de Whampoa et avait pris part à la Révolution nationaliste, jusqu'au moment où, en 1927, il avait rejoint l'Armée Rouge au Kiangsi.

Nous nous attardâmes pendant plus d'une heure sur cette hauteur tout en causant et en contemplant le tombeau voilé de verdure de la cité impériale, et je ne puis décrire l'étrange choc émotif de cet instant qu'intensifiait le cadre naturel, instant si bizarrement prémonitoire, si singulièrement détaché de moi en quelque sorte, et qui s'incorporait à l'histoire diversifiée de la Chine.

(à suivre)

1. Dans le nord du Shensi, en Chine soviétique.
2. Capitale du gouvernement Kuomintang de Tsiang Kai-chek.

# INTERNATIONAL

**le quotidien  
du peuple**

- **Vahid AFRAKHTEH** - 26 ans - principal accusé. Membre de l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran
- **Seyed Mohsen KHAMOUSHI** - membre de l'OCPI
- **Mohsen BATHAYI** - membre de l'OCPI
- **Manije ASHRAF-ZADEH KERMANI** - mariée - 1 enfant - membre de l'OCPI. C'est la première fois que le régime iranien exécute une femme
- **Mohammad Taher RAHIMI**
- **Abdol-Reza MONIRI-DJAVID**
- **Sassan SAMIMI BEHBAHANI**
- **Morteza LABBAF-NEJAD**
- **Morteza SAMADIEH-LABBAF**

- Condamné à mort puis à la détention à vie :
- **Mehdi GHAYOURAN**
- Condamnée à quinze ans de prison :
- **Tahéré SADJADI TEHRANI**

Alors que le monde entier se préparait à fêter le nouvel an 76, la radio officielle iranienne annonçait la condamnation à mort de 10 patriotes et révolutionnaires iraniens, la condamnation à 15 ans de prison d'une femme. Aussitôt l'horreur du régime fasciste du Chah nous revenait en mémoire, si jamais nous avions pu l'oublier quelques instants. Nous voyons là le vrai visage de l'Iran aujourd'hui, non pas le «pays des mille et une nuits», le pays du faste et des fêtes (le Chah prépare actuellement les fêtes du cinquantenaire de la dynastie Paveh ; ces fêtes dureront... un an !), mais le pays de la misère, de la répression, de la torture, le pays où on compte 45 000 prisonniers politiques.

Une mobilisation internationale se déroulait dont la presse iranienne était obligée de parler en termes de «14 à 15 étudiants arabes et africains dans le monde» (!). Mais nous apprenions jeudi que malgré tout, le tribunal militaire d'appel avait confirmé les peines. Reste à savoir si ce jugement en appel a réellement eu lieu, puisque la pratique courante est de liquider les prisonniers par la torture dès la prononciation de leur condamnation à mort, qu'il y ait appel ou non et qu'ensuite aucun élément n'a été fourni sur la date, le lieu du déroulement de ce procès comme cela se fait habituellement. Samedi l'exécution de 9 condamnés à mort a été officiellement annoncée.

Pourquoi étaient-ils condamnés ? Pour un grand nombre d'entre eux, leur «tort» était d'appartenir à l'Organisation des Combat-

tants du Peuple d'Iran. Arrêtés dans la rue ou lors de fouilles dans des endroits différents, ils étaient cependant accusés d'avoir tué ensemble, le colonel Zandi Pour, un des responsables de la SAVAK depuis 20 ans, et trois conseillers militaires a-

## IRAN: 9 ASSASSINATS VENGEANCE !

Iran aujourd'hui, qu'il cherche à les décourager en renforçant la répression si c'est toutefois possible. Il prend peur devant le développement des organisations révolutionnaires qui semble réel aujourd'hui. Ecrasé pendant des années par la terreur

manifestations réprimées par la police ou l'armée, mais le mouvement ne fait que s'amplifier, il y a eu également de nombreuses luttes paysannes et étudiantes. Si le Chah d'Iran prépare un an de fêtes pour célébrer le cinquantenaire de sa dynastie, le peuple iranien, lui, se prépare à la lutte pour renverser le régime fasciste !

Christine VAIVRE

**IRAN**  
**Mee**  
**ting**

**Vendredi**  
**30 Janvier**  
**20 h 30**

**44 rue**  
**de Rennes**  
**M St-Germain**

**POUR**  
**PROTESTER CONTRE L'ASSASSINAT**  
**SOUS LA TORTURE**  
**DES CONDAMNÉS A MORT**  
**PAR LA DICTATURE SANGUINAIRE**  
**DU SHAH**

افشانه خاتمه شهيدان  
نگ و نفرت بر دربار پهلوي

méricains à Téhéran, mais aucune preuve n'a été fournie quant à ces accusations.

La réalité, c'est que le régime fasciste iranien prend peur devant le développement des luttes ouvrières, paysannes et étudiantes en

fasciste, le peuple iranien relève la tête. Dans l'année 75 une vague de grèves ouvrières avec occupation d'usines, manifestations de rue, heurts violents avec la police s'est déroulée. Au cours de cette année 75, 108 personnes ont été tuées lors de

### DEUX ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES EN IRAN :

**L'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran** : née en 1965, cette organisation se réclamait d'abord de l'idéologie islamique. Mais par sa pratique dans les masses ouvrières, paysannes et étudiantes, par l'examen critique de son travail, elle en est venue à affirmer que seule la théorie marxiste-léniniste lui permettrait de développer son combat. C'est donc aujourd'hui sur des bases plus solides qu'elle poursuit son travail. Elle compte plusieurs militants parmi les condamnés à mort exécutés samedi.

**L'Organisation des Guerilleros-Fedai du Peuple** : née dans les années 65, cette organisation s'est toujours réclamée de la théorie marxiste-léniniste. Elle développe son travail dans les villes comme à la campagne ; elle a toujours donné priorité aux actions de guérilla, mais semble se poser aujourd'hui la question de développer un travail politique dans les masses.

## Espagne : quand Poniatowski livre un patriote aux bourreaux fascistes

M. Martin Gamero, ministre espagnol de l'information, a déclaré samedi dernier, qu'il fallait comprendre la libéralisation qui aurait actuellement lieu en Espagne, comme la volonté inébranlable du gouvernement espagnol «de défendre la production nationale et de garantir l'application de la loi face à toutes les pressions et à toutes les tentatives de subversion... et de soutenir avec fermeté la liberté du travail et les décisions légitimes des patrons dans l'exercice de leur autorité et du nécessaire maintien de l'ordre».

Un tel discours ne peut que trouver de favorables échos auprès de Poniatowski, qui, lui aussi, aime défendre la «liberté du travail» en lâchant ses flics et ses chiens sur les grévistes. Et pour témoigner de sa sympathie à l'égard du fascisme espagnol, Poniatowski n'y va pas par quatre chemins : il va extraditer dans quelques heures ou quelques jours, Pedro Astudillo, militant antifasciste poursuivi par les tortionnaires fascistes de Madrid, pour avoir volé des armes dans une caserne en Euzkadi. Lors de la première demande d'extradition, en février 1975, la chambre d'accusation de Paris avait jugé irrecevable la demande de Madrid, car il s'agissait de «motifs politiques». Aujourd'hui, Poniatowski livre Pedro Astudillo aux mains sanguinaires de la police de Juan Carlos, car Pedro serait responsable de «délits de droit commun».

Aujourd'hui, en France comme en Espagne, lutter contre le fascisme et la dictature de la bourgeoisie, c'est commettre des délits de droit commun !

## quand la CIA fait du journalisme

William Colby, prochainement «démissionné» de son poste de directeur de la CIA, a déclaré qu'à l'heure actuelle, une dizaine de «journalistes» payés par ses services travaillaient dans de grands quotidiens étrangers ou organes de presse (15 au total). Qui plus est, ce même sieur Colby a affirmé que son agence avait à plusieurs reprises «intoxiqué» l'agence de presse gouvernementale britannique «Reuter». Mais que, pour éviter que ces fausses dépêches ne soient reprises par les journaux yankees, la CIA prévenait à l'avance l'agence de presse gouvernementale américaine, «l'USLA». On attend maintenant la suite des révélations.

## Angola :

L'Afrique du sud aurait décidé de retirer ses troupes d'Angola, où elles combattaient aux côtés des soldats du Front de Libération de l'Angola et de l'Union pour l'Indépendance Totale de l'Angola. Cette décision n'est pas encore officiellement confirmée. Mais on observe, toutefois, que Pretoria maintient ses mesures de rappel des réservistes. Ainsi, à la fin de la semaine dernière, plusieurs centaines de soldats ont quitté Johannesburg pour se regrouper dans les centres d'entraînement à la frontière angolaise. En Angola même, les troupes sud-africaines se seraient repliées sur le port de Lobito, afin de protéger leurs arrières. Cette mesure serait, officiellement, due à la volonté du gouvernement raciste d'Afrique du sud de ne pas s'engager dans une guerre aérienne, maintenant que Neto, le président du Mouvement Populaire de Libération d'Angola, a publiquement annoncé qu'il disposait d'une escadrille d'avions soviétiques.

## A Manille

### NOUVELLE CONCERTATION DU TIERS-MONDE

Le «groupe des 77», constitué par les pays en voie de développement représentés aux Nations Unies, se réunit aujourd'hui à Manille, afin de préparer la prochaine session de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), session programmée pour le mois de mai à Nairobi (Kenya). Rappelons que la CNUCED, qui possède un secrétariat permanent, ne réunit son assemblée générale que tous les quatre ans. On comprend l'importance que les pays du Tiers Monde attachent à la réunion qui débute aujourd'hui et qui doit durer deux semaines.

Les grandes questions à l'ordre du jour pour la préparation de la conférence sont au nombre de trois :

- L'organisation des marchés des matières premières,

afin d'assurer des prix stables, et non, comme actuellement, ballottés par la spéculation à laquelle se livrent les multinationales, principalement américaines, qui en contrôlent la distribution. C'est là une question qui tient à cœur les pays du Tiers Monde.

- Le problème de l'endettement des pays du Tiers Monde, évalué pour 1975 à 27 milliards de dollars, chiffre encore inégalé.

- La question du transfert de technologie, condition indispensable pour un développement des pays du Tiers Monde qui ne soit plus soumis aux seuls appétits impérialistes.

Toutes ces questions ne sont certes pas nouvelles. Elles étaient déjà à l'ordre du jour de la 3ème CNUCED, tenue en 1972 à Santiago du Chili.

Mais les «77» attendent plus de la 4ème CNUCED que de la précédente qui s'était bornée à dresser un constat d'inégalité.

En effet, ces dernières années, l'offensive des pays du Tiers Monde a contraint l'impérialisme à manœuvrer en recul, au sein d'instances dans lesquelles le Tiers Monde apparaît aujourd'hui comme une force politique. On parlera donc beaucoup à Manille du dialogue «Nord-Sud», afin d'en tirer tous les enseignements, afin de renforcer l'unité du Tiers Monde face aux tentatives impérialistes de ne pas aborder les problèmes de fond. Plus que des revendications elles-mêmes, on discutera surtout de la manière de les faire valoir, en résistant aux pressions impérialistes de toute sorte.

F. MONTAGNET

## KISSINGER DE RETOUR DE MOSCOU...

Le voyage de Kissinger se sera donc soldé par un échec. Kissinger avait l'espoir de revenir de Moscou avec, en poche, la signature d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques (SALT). Or, sur ce plan, rien n'a été décidé, puisque les propositions américaines concernant l'utilisation des «Cruise» et des «Backfire» ont été repoussées par Moscou.

Toutefois, Kissinger revient avec de vagues promesses : l'URSS proposerait de réduire le plafond du nombre des vecteurs nucléaires, (c'est-à-dire des engins porteurs de bombes atomiques) que les USA et l'URSS ont le droit de posséder, de 2 400 à 2 000 ; la portée des nouveaux missiles américains «Cruise» serait réduite, donc ces missiles ne

seraient plus concernés par la limitation des armements dits stratégiques ; en échange l'URSS réduirait la portée de son nouveau bombardier «Backfire». Mais les américains voudraient que le «cruise» (et si ce n'est pas possible, le «Backfire») ne soit pas compté dans les vecteurs dont le nombre est limité depuis la conférence de Vladivostok de décembre 1974 entre Ford et Brejnev. Mais, si les accords SALT battent de l'aile, la détente est elle aussi malade de la rivalité acharnée des deux superpuissances. Sur ce point aussi, le voyage de Kissinger est un échec : officiellement du moins, le problème de l'Angola n'a pas été abordé. Pourtant, sur le terrain, le social-impérialisme tend à renforcer d'autant plus son intervention que les USA voient s'effondrer tour à tour

les mouvements qu'ils soutenaient.

Face à la puissance du pacte de Varsovie, Kissinger cherche à renforcer l'OTAN. Pour ce faire, il a accepté les propositions du gouvernement espagnol de signature d'un traité de coopération militaire accrue de 1 200 millions de dollars. Les USA ont accepté la demande espagnole de retirer progressivement les sous-marins nucléaires stationnés près de Cadix (Rota), contre l'engagement du régime espagnol à s'intégrer à l'OTAN, en même temps qu'ils multiplient les démarches pour rentrer dans le Marché Commun. L'Europe reste donc bien le lieu privilégié de la rivalité des deux superpuissances.

Camille NOEL